

Stades de foot devenus des laboratoires

Les manifestations en Algérie contre la prolongation du mandat du président Abdelaziz Bouteflika ont pris racine dans les stades de foot, rares espaces de liberté dans un pays verrouillé.

Le stade du 5 juillet (80 000 places) est resté largement vide, jeudi, lors du derby d'Alger entre le MCA et l'USMA (3-2). Du jamais-vu pour un match habitué aux ambiances incendiaires et qui déchaîne les passions depuis bien avant l'indépendance du pays!

Les Algériens confirment: "dégagez!"

Algérie

- Les manifestations de contestation du pouvoir se poursuivent.
- Le quatrième vendredi consécutif de mobilisation fut un succès.
- Pour le politologue Riadh Sidaoui, l'armée va se ranger au côté du peuple.

Nouvelle démonstration de force pacifique du peuple algérien

Reportage Arezki Aït-Larbi
Correspondant à Alger

Vous prolongez le mandat, nous continuons le combat!" la pancarte portée par un adolescent claqué comme un défi. Pour ce quatrième vendredi de mobilisation générale, ils étaient des millions, dans tout le pays, à battre le pavé pour crier dans la ferveur leur rejet du régime et leur soif de liberté.

À Alger, c'est l'apothéose! Dès 7 heures du matin, des centaines de manifestants venus de Kabylie lançaient leur célèbre cri de ralliement "pouvoir assassin! Ulac smah ulac (pas de pardon)". Vers 11 heures, les Algérois ont envahi l'esplanade de la Grande Poste, dans le centre de la capitale, avant le début des manifestations prévu après la grande prière hebdomadaire. Deux heures plus tard, le centre de la capitale est paralysé par une marée humaine, dans une ambiance de gigantesque kermesse. Des fleurs, des chants, de la joie, des sourires.

Dans la foule, les slogans rivalisent de créativité. "C'est le vendredi du départ!", proclame une pancarte portée par une fillette de six ans juchée sur les épaules de son père. Salim, ingénieur de 32 ans, est euphorique: "Mais qu'attendent-ils pour partir? Ils n'ont pas compris qu'on ne peut pas construire un bateau neuf avec du vieux bois."

Grandes manœuvres de l'ombre

Comme pour conjurer la répression, les manifestants scandent: "Armée, peuple, khawa, khawa (frères)". Un peu partout dans le pays, les scènes de fraternisation avec la police virent parfois à la dissidence. Comme à Sétif (290 km au sud-est d'Alger) où un policier qui fustigeait le pouvoir a été porté en triomphe par la foule.

À Alger, les riverains de plusieurs quartiers ont offert aux manifestants de grands

plats de couscous avec du petit lait; d'autres, des plateaux de dattes; un camion distribuait des bouteilles d'eau. Dans cette "révolution du sourire", même le football, principal "loisir" des jeunes avec la mosquée, est relégué à la marge. Jeudi, le grand derby algérois entre le MCA (Mouloudia club d'Alger) et l'USMA (Union sportive musulmane d'Alger) s'est joué devant des gradins vides, boycottés par les supporters des deux clubs mythiques. "La lutte d'abord, le foot après la victoire!", résume un supporter de Bab El Oued,

le grand quartier populaire de la capitale.

Dans l'ombre, l'heure est aux grandes manœuvres. Faute de représentants pour porter les revendications du mouvement, les manipulateurs de l'ombre ont fait circuler sur les réseaux sociaux des listes de "coordinateurs", chargés de négocier avec le gouvernement. Un "parachutage" qui a été vivement dénoncé par certains des concernés eux-mêmes. Comme Djamila Bouhired, devenue, depuis un mois, la coqueluche des manifestants. Dès son arrivée, hier, sur l'esplanade de la Grande Poste, l'icône de la révolution algérienne a été saluée par une ovation. Dans un émouvant "appel à la jeunesse en lutte" publié jeudi, elle avait mis en garde contre ceux qui tirent les ficelles derrière le rideau: "Ne les laissez pas voler votre victoire!" Son verdict contre le président Bouteflika est sévère: "Malgré la colère du peuple qui l'a rejeté, il s'accroche encore au pouvoir; dans l'illégalité, le déshonneur et l'indignité."

"Agression contre les Algériens"

Invité surprise du mouvement, Emmanuel Macron, qui a salué "la décision du président Bouteflika qui signe une nouvelle page", en a pris pour son grade. Pour Djamila Bouhired, qui dénonce des "liens pervers de domination néocoloniale" entre Paris et Alger, "le soutien du président français au coup d'État programmé de son homologue algérien est une agression contre le peuple algérien, contre ses aspirations à la liberté et à la dignité".

Dans la rue, la lutte continue dans une ambiance de gigantesque kermesse. Près de la Grande Poste, un saxophoniste joue l'hymne national, repris par des milliers de voix. Les slogans et les pancartes rivalisent de créativité, avec cet humour algérien bien particulier. "Je n'ai jamais vu une telle discipline, s'étonne un marchand de plantes d'ornement installé près de la Grande Poste. Pas un pot n'a été renversé; pas une fleur n'a été piétinée!"

Vers 17 heures, la marée humaine commence à se

dispenser. Comme à la fin de chaque manifestation, des groupes de jeunes, munis de sacs-poubelle, nettoient les rues. Pour la psychanalyste Karima Lazali, "c'est comme si la population cherchait à se constituer en société civile véritablement, à réhabiliter un collectif citoyen et vivant. Ce qui a toujours été empêché par le pouvoir politique. La société civile se constitue peut-être pour la première fois d'une façon inespérée".

Riadh Sidaoui: "Une situation révolutionnaire a été déclenchée"

Entretien Vincent Braun

L'armée algérienne, qui appuie le pouvoir politique depuis l'indépendance, pourrait jouer un rôle politique, direct ou indirect, dans la résolution de la crise actuelle entre le pouvoir et la jeunesse qui le conteste, estime le politologue Riadh Sidaoui, spécialiste du monde arabe, en particulier de l'Algérie, et directeur du Centre arabe de recherches et d'analyses politiques et sociales (Caraps), basé à Genève. "Va-t-elle afficher sa neutralité ou choisir de trahir son alliance avec le clan au pouvoir?", questionne-t-il.

Les manifestants continuent de contester le pouvoir malgré les promesses de réformes. Pensez-vous que celui-ci peut se maintenir? Non, le clan Bouteflika est fini. Je pense qu'une situation révolutionnaire a été déclenchée. Trois éléments l'attestent. Le premier est la radicalisation de l'opposition populaire, qui ne veut pas de réformes mais le départ du clan au pouvoir. Le deuxième élément, ce sont les défections et les divisions au sein des élites du pouvoir. Ces démissions ont eu lieu au sein du parti au pouvoir, le Front de libération nationale (FLN), du Parlement, de l'association des patrons, du syndicat national (qui a toujours été un appui du pouvoir) et même dans les médias. Donc les calculateurs sont en train de choisir leur camp, et ce sont eux qui font basculer les révolutions vers le succès ou l'échec. À mon avis, ils savent que le clan Bouteflika est fini et ils quittent le navire pour préserver leurs intérêts. Le noyau dur du pouvoir rétrécit alors que le noyau dur de la contestation gagne en ampleur. Troisième élément, déterminant pour le futur du mouvement, c'est la position de l'armée, dirigée par le général de corps

Ahmed Gaïd Salah, un proche allié d'Abdelaziz Bouteflika. Tous les enjeux au sein du pouvoir s'articulent sur la position de l'armée.

L'armée a d'ailleurs changé de discours: de la menace, elle est passée à l'union avec le peuple...

Oui. Gaïd Salah a d'abord tenu des propos menaçants vis-à-vis des manifestants. Mais ils ont été gommés de toutes les pages Facebook et des sites de chaînes de télévision publiques et privées afin qu'ils n'apparaissent plus. Ensuite, il a valorisé l'union entre l'armée et le peuple: l'armée est au service du peuple et est disposée à le protéger. Pour le moment il y a donc une neutralité positive de l'armée. Gaïd Salah a dominé le champ sur la chaîne publique, un indicateur pour savoir qui a le pouvoir. Et les discours officiels parlent du peuple en permanence, et non plus de "Son excellence le Président". Quant à Saïd Bouteflika, dont les manifestants ne veulent pas non plus, il n'existe pas sur les télévisions, c'est un fantôme. Son clan est très affaibli.

Comment cette situation peut-elle être résolue?

Nous sommes face à une impasse constitutionnelle. Bouteflika reporte les élections, renonce à briguer un nouveau mandat mais il veut rester encore une année pour opérer la conférence nationale qui doit réformer l'État. Mais le 28 avril (date de la fin

de son mandat), il n'a plus le droit de rester en place. Sauf à activer l'article 107 de la Constitution qui permet d'instaurer l'état d'exception, avec la consultation du Conseil national de sécurité et des deux cham-

bres du Parlement. Mais nous ne sommes pas dans les cas d'une guerre ou d'une menace grave pour les institutions de l'État, stipulés par l'article 107. Nous sommes face à des manifestants pacifiques.

Alors il y a l'article 102 de la Constitution que l'armée peut utiliser si elle veut rentrer dans le jeu politique. Cet article prévoit qu'en cas de problème de santé qui empêche l'exercice du pouvoir par le Président, le président du Sénat exerce le pouvoir pendant quarante-cinq jours, le temps d'organiser une élection présidentielle.

C'est le cas de figure mais le pouvoir entretient le flou autour de la santé du Président. L'article 102 aurait dû être appliqué depuis 2013 (année de l'AVC de Bouteflika). Mais qui applique? Ce n'est pas le Parlement, qui est sous domination du pouvoir, ce ne sont pas les juges, bien qu'ils participent au mouvement populaire. Le seul contre-pouvoir, non pas sur le plan institutionnel mais d'un point de vue sociologique, c'est l'armée. Elle est la seule à pouvoir arrêter cette succession sans fin de mandats présidentiels. Donc, les manifestants et l'armée sont les seuls à pouvoir s'unir pour trouver une solution à la crise actuelle. À mon avis, l'armée va entrer dans le jeu et activer cet article qui correspond à une réalité que tous les Algériens connaissent depuis des années.

La pression est donc énorme sur le clan, mais l'armée a aussi beaucoup à perdre... dégénère avec une répression policière, ce qui n'est pas le cas jusqu'ici. Et avec des
Si les manifestations se poursuivent, l'armée va intervenir, soit indirectement en blindés dans l'espace public, l'armée montrerait qu'elle est réellement au pouvoir, et non pas derrière les rideaux via l'article 102, soit directement avec des blindés dans les rues si la situation comme aujourd'hui.